

Marx, penseur de la démocratie

Norbert Lenoir

Résumé

Il y a une actualité non seulement économique, mais politique de l'œuvre de Marx. Marx, en distinguant la « démocratie véritable » de la « démocratie vulgaire », nous aide à élaborer une critique contemporaine de ce régime politique. Le problème que nous pose Marx est le suivant : la démocratie peut-elle répondre à son nom ? Le peuple peut-il réellement exercer le pouvoir ? Chez Marx, la démocratie n'est pas une utopie qui aimanterait l'histoire, une fin promise. Non ! Elle est avant tout une expérience historique qui coïnciderait avec la Commune de Paris de 1870. Cette expérience nous permet de questionner ce paradoxe contemporain : faire du peuple le souverain et dans le même temps l'exclure de tous les pouvoirs politiques.

Pourquoi lire Marx aujourd'hui alors que les classes sociales ont été remplacées par les tribus, les ethnies et autres formes de revendications identitaires ? Ah quoi bon le lire alors que le terme même de prolétariat a disparu des discours y compris au sein du parti communiste ? Alors, Marx n'est-il pas un signifiant sans signifié, une pensée morte pour notre présent qui ne propose plus d'autre programme aux exclus – ils ont remplacé les exploités et opprimés d'autre fois – que de s'intégrer à une société que l'on n'accuse même plus d'exclure ? Autre fait d'importance qui semble régler le compte de la pensée de Marx : le tribunal de l'histoire : l'effondrement des régimes communistes de l'Est n'est pas un événement parmi d'autres pour le philosophe. Cet effondrement est l'effondrement à la fois économique et moral d'une pensée qui voyait justement dans l'économie le moteur de l'histoire humaine et qui a donc été jugée sur le terrain même où Marx souhaitait qu'on le jugeât. La réalité sociale a refusé de se plier à ce projet du « règne de la liberté ». ¹ De cet échec, qui est à la hauteur de l'utopie brisée, aucun philosophe ne peut entièrement se réjouir. Car il est aussi l'échec de *la* philosophie dans sa volonté, souvent affirmée depuis Platon, de transformer le monde. Tout semble nous dire – l'événement de la faillite communiste dans les ex-pays de l'Est, les médias – que ceux qui continuent à porter un intérêt aux textes de Marx sont une espèce manifestant les symptômes d'une maladie intellectuelle incurable : fossilisation de l'intellect dans des catégories de pensées illusives et totalitaires.

Mais précisément, cet échec de la transformation du monde nous impose de réfléchir sur l'interprétation que Marx nous donne de la politique. Cette réflexion sur l'interprétation marxiste de la politique ne se veut surtout pas une énième relecture de toute la pensée de Marx.

Non ! Mais il s'agit bien plus modestement de repérer quelques points conceptuels dans des textes de Marx qui permettent une réflexion intéressante et toujours actuelle sur la nature de la démocratie. Notre Marx sera ni un doctrinaire qui accouche d'une conception du monde, ni un messie qui dispense une nouvelle religion à vocation historique, mais un

¹ *Le Capital*, t. III.

théoricien de la démocratie. Je suis conscient que ce Marx paraît être surprenant, voire même un Marx frôlé tant il semble évident que chez Marx la politique relève que du jeu de la superstructure et que « l'existence de l'Etat et l'existence de la servitude sont indissociables ».² Effectivement, Marx développe un discours négatif à l'égard de l'Etat. Il n'est « qu'une communauté illusoire », nous dit-il dans *L'idéologie Allemande*, qui souhaite cacher la domination de la classe économiquement la plus puissante. Certes, mais est-ce à dire que Marx n'a pas développé de discours positif sur la politique, est-ce signifier que la politique est éternellement vouée à être le masque d'une domination d'origine économique ?

L'affirmation d'un dépérissement de l'Etat n'est ni synonyme de l'éclipse du politique chez Marx, ni le refus de s'interroger sur l'alliance possible de la liberté et de la politique. Cette alliance existe bel et bien chez Marx. Et cette existence repose sur une critique de la démocratie. Critique non pas au sens d'une dénégation, mais au sens de discernement : discerner dans des formes historiques de la démocratie, les conditions de possibilité de la liberté politique. Ce discernement marxiste de la démocratie ne s'est pas effondré avec le mur de Berlin, il est pour nous toujours d'actualité. Il nous permettra de nous interroger sur ce paradoxe contemporain : faire du peuple le souverain et lui refuser la participation au pouvoir. Si la pensée de Marx a peut-être perdu sa vertu de programme pour une révolution mondiale, elle a la vertu de proposer une rectification de nos concepts que nous utilisons pour légitimer notre démocratie. Ce qui demeure vivant chez Marx, c'est peut-être moins une pensée économique visant la transformation du monde, qu'une interprétation de la démocratie pouvant nous aider à rectifier certains abus de langage reliés à des tendances oligarchiques de notre présent.

Notre propos aura deux parties et non trois comme le voudrait une pensée marxiste convenue obsédée par la synthèse dialectique.

- La première s'intéressera à la définition critique de la démocratie et à la définition originale de la politique qu'elle engage.
- La seconde tentera de mesurer les effets de cette définition sur notre présent politique.

I- La définition critique de la démocratie chez Marx : enjeux pour une détermination originale de la politique.

Déjà dans notre introduction nous avons souligné qu'il semblait difficile de faire de la pensée de Marx une terre d'accueil pour la caractérisation et la réalité de la démocratie. En effet non seulement Marx semble poser que toute politique, y compris celle qui se présente comme démocratique, sert de paravent à la domination économique, mais surtout et plus inquiétant il se range sous la bannière de la dictature, celle de la dictature du prolétariat. Nous serions alors en présence d'une double impossibilité pour penser la démocratie avec Marx parce que précisément sa pensée s'ordonnerait à un double refus : refus de faire de la politique une activité autonome tant elle est le ventriloque des rapports de classes et refus du système démocratique, associé trop vite à la bourgeoisie, pour lui substituer la dictature du prolétariat. Il nous faudra donc montrer que :

- 1° Marx développe une définition originale de la politique qui ne se ramène pas au masque idéologique.
- 2° Que l'expression dictature du prolétariat peut avoir un sens surprenant qui le déconnecte de toute idée totalitaire pour le rapprocher d'une expérience démocratique.

² *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, 1972, p. 88.

Nous commencerons par le second point et l'analyse de cette expression de dictature du prolétariat. Effectivement, en déclamant cette expression en dehors de son sol philosophique d'origine, on a tôt fait de réaliser ce parallèle entre la pensée de Marx et le totalitarisme. Il ne fait aucun doute que les ex-pays de l'Est ont développé des systèmes totalitaires. Mais la pensée politique de Marx nous semble animée par une logique qui transparaît dans cette affirmation : « La démocratie est l'essence de toutes les constitutions politiques ».³ La forme politique qui est désignée par la dictature du prolétariat ne peut pas être, pour Marx, en contradiction avec la démocratie qui est pour lui le principe de toute politique visant l'égalité et la liberté.

Cette affirmation peut recevoir la critique d'une certaine vision althussérienne des différents textes de Marx. En effet on peut nous rétorquer que la *Critique du droit politique hégélien* est un texte de jeunesse. Texte de jeunesse signifiant pour la vulgate althussérienne texte encore emprunt de pensée humaniste, c'est-à-dire texte petit bourgeois. Nous répondrons que nous nous démarquons de cette périodisation effectuée par Louis Althusser entre la phase humaniste petit bourgeois et la phase anti-humaniste et scientifique de l'œuvre de Marx. La raison en est simple : le concept de démocratie que Marx élabore en 1843 dans son ouvrage *Critique de droit hégélien* trouve ses prolongements conceptuels dans des textes bien postérieurs comme celui de 1871, *La guerre civile en France*. Entre ces deux textes, il y a selon nous le développement conséquent d'une même thèse : la seule façon de donner réalité à la liberté, c'est de réaliser une république démocratique. Ou si l'on veut donner la parole à Marx : « le Parti ne doit pas oublier ce point capital, à savoir : la reconnaissance de ce qu'on appelle la souveraineté du peuple n'est à sa place que dans une république démocratique ».⁴ Pour ceux qui voudraient avoir une confirmation de cette idée par des textes, sinon plus canoniques, du moins plus connus, écoutons Marx dans *Le manifeste du Parti communiste* : « Le but de la révolution ouvrière est la conquête de la démocratie. »⁵

Et ce n'est que par une clarification de ce que Marx entend par démocratie que l'on peut donner un sol philosophique et politique à la dictature du prolétariat. Il nous semble que Marx construit son concept de démocratie à partir de trois temps :

- 1° C'est un concept polémique appelant notamment une critique de la modernité qui change la politique en bureaucratie, terme très présent chez Marx et ce dès 1843. Ce moment a pour but de relier les mots aux choses : la question politique n'est pas seulement les concepts de pouvoir du peuple, de volonté du peuple sont-ils légitimes, mais surtout sont-ils réels, ont-ils des effets dans la réalité ?
- 2° C'est un concept positif. Marx donne une définition positive de la démocratie en affirmant qu'elle est l'essence de toutes les constitutions politiques. Il donne alors les éléments institutionnels qui définissent en propre ce régime politique.
- 3° C'est une réalisation historique. En affirmant cela nous ne voulons pas dire que la démocratie serait l'idéal qui aimerait le temps historique, c'est-à-dire que toute l'histoire serait justifiée par la réalisation de la démocratie communiste. Non ! cette démocratie n'est pas une fin, elle s'est réalisée dans l'histoire avec la Commune de Paris de 1870. La Commune,

³ *Critique du droit politique hégélien*, E.S Trad. Baraquin, 1975.

⁴ *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, 1875, Texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org, p. 33.

⁵ *Le manifeste du Parti communiste*, 10/18, 1962, p. 44.

aux yeux de Marx, est cette expérience historique d'une réalisation d'une République démocratique.

Commençons par le premier moment de l'analyse marxiste de la démocratie.

1- Démocratie, concept polémique.

Cette polémique peut se présenter ainsi. Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx dit : « La liberté consiste à transformer l'Etat, organisme mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonnée à elle ». ⁶ Marx construit son concept de démocratie contre ce qu'il appelle, toujours dans le même texte « la démocratie vulgaire ». ⁷ Ce type de démocratie se contente de déclamer des concepts démocratiques tout en maintenant un système de séparation qui prive le peuple de tout pouvoir effectif. En effet, comme le souligne Marx, « ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat que l'on fera avancer le problème d'un saut de puce ». ⁸ Cet accouplement sera toujours stérile car il faut réfléchir à la mise en place de « cette machinerie d'Etat » ⁹, cette machinerie qui dépossède la société de ses intérêts communs pour les transformer en objets de l'activité gouvernementale, objets qui seront gérés jalousement par des bureaucrates, nous, nous dirions des experts. Il va de soi que chez Marx cette séparation politique est toujours reliée à une division de la société en classes sociales. Et cette division favorise une politique de classe, plutôt que la création de classes politiques : « La bourgeoisie depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondiale, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière ». ¹⁰ Cette politique de classe crée une structuration politique particulière de l'Etat que Marx analyse dès 1843 dans sa *Critique du droit hégélien*. Il convient de relever quelques points critiques intéressants pour, à la fois comprendre la construction marxiste du concept de démocratie, et pour analyser notre propre présent.

Précisément dans ce texte Marx ne s'arrête pas à cette présentation convenue du marxisme : l'Etat moderne ne serait qu'une projection imaginaire de la bourgeoisie. Bien au contraire, il nous livre la constitution de l'Etat moderne dont, sous bien des aspects, nous relevons toujours : notamment la place importante de la bureaucratie et la suprématie du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif. La logique de l'Etat moderne est d'être une machinerie politique coupée de tout contrôle populaire et s'érigeant par la même en instance transcendante. A cet effet Marx nous dit : « L'abstraction de l'Etat en tant que tel n'appartient qu'aux Temps Modernes parce que l'abstraction de la vie privée n'apparaît qu'avec les Temps Modernes. L'abstraction de l'Etat politique est un produit de la modernité. » ¹¹ La réflexion politique est essentiellement historique car, en elle, se constitue des formes politiques inédites : telle est la constitution de l'Etat moderne qui instaure une rupture avec les autres types d'Etat. Les Etats féodaux, eux aussi reposaient sur la séparation entre les sujets et le pouvoir royal, mais ils ne souhaitaient pas créer une médiation. Ce qui fait précisément la modernité du nouveau type d'Etat qui se met en place c'est que tout en reposant sur une séparation entre la volonté des gouvernés et des gouvernants, cet Etat justifie cette séparation par la distinction entre le savoir et la volonté. Et le lieu de cette justification est la naissance et

⁶ *Op. cit.*, p. 33.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 32.

⁹ *La guerre civile en France*, texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org, p. 21.

¹⁰ *Le manifeste du parti communiste*, p. 21.

¹¹ *Critique du droit hégélien*, p. 71.

le développement de la bureaucratie. Ainsi, la bureaucratie se présente comme la médiation entre la volonté d'un peuple souvent irraisonnée et la connaissance des véritables besoins de la société. Pour comprendre la nécessité de la bureaucratie, il convient de faire un bref détour par la critique que Marx adresse la représentation politique.

Ainsi, l'homme de la société moderne est l'homme de la société civile : c'est un ouvrier, un professeur, un commerçant. C'est par conséquent un homme qui se définit par des caractères concrets et empiriques car c'est un homme qui s'inscrit dans une activité particulière, dans une profession particulière. Or ces particularités du travailleur sont exclues de la politique, de l'Etat, puisque il y a deux catégories d'homme qui accèdent à la politique et à l'Etat.

1- Les premiers sont les gestionnaires de l'Etat. Les gestionnaires de l'Etat et les représentants des citoyens n'appartiennent pas à la classe des travailleurs. Cette non représentation des intérêts des travailleurs prive la notion même de représentation de sa dynamique de figuration. En effet, la notion de représentation est animée par une double logique : une logique du mandat et une logique de la figuration. Aux yeux de Marx, une représentation qui souhaite assumer sa véritable dimension démocratique doit jouer sur les deux dimensions : les différents mandats politiques doivent figurer toutes les composantes sociales de la société civile. L'Etat moderne et représentatif n'est fondé que sur la première acception du terme : il s'agit de sélectionner aux moyens d'élections un personnel choisi pour administrer l'Etat. Il n'existe donc pas la volonté de faire exister une certaine similarité entre les représentants et le peuple. Cet écart représentatif, propre à l'Etat moderne fait dire à Marx que cet Etat repose sur un mensonge politique : « L'intérêt de l'Etat a ici, formellement, de nouveau reçu réalité en tant qu'intérêt du peuple, mais il ne doit avoir que cette réalité formelle. Il est devenu une formalité, une cérémonie, le mensonge que l'Etat est l'intérêt du peuple. »¹²

2- La deuxième classe d'homme à accéder à la politique ce n'est pas encore le travailleur, l'ouvrier, mais c'est l'électeur, c'est-à-dire le citoyen abstrait qui va tous les cinq ans déposer un bulletin avec un oui ou non ou portant tel ou tel nom. Ce citoyen est bien abstrait car une fois l'élection passée, il est séparé de tout pouvoir politique d'intervention. C'est ce que Marx entend quand il dit dans le même passage que « l'élection est une cérémonie vide ». Dans *La Question Juive*, il ajoute : « Dans l'Etat moderne, l'homme est le membre imaginaire d'une souveraineté imaginaire ».¹³

La conclusion de Marx est que le système représentatif, loin d'être justement représentatif, est séparatif : il est un dispositif politique créant un écart entre des gestionnaires de l'Etat et le peuple. Marx peut alors affirmer : « La représentation de l'Etat moderne fait abstraction de l'homme réel ».¹⁴ Marx n'est resté pas là. L'Etat moderne doit gérer cet écart représentatif, il doit même le justifier et pas simplement le nier, le recouvrir par un discours illusoire : « moi l'Etat, je suis le peuple ». Alors une question se pose concernant la pensée de Marx : il y a deux approches chez lui de l'Etat moderne.

La première, la plus connue, la politique utilise un discours idéologique visant à recouvrir une domination. C'est vrai, nous venons de le voir au sujet de la représentation. Il faut cacher le fait qu'elle ne représente et défend que certains intérêts.

La deuxième, l'Etat s'il souhaite se créer une durée politique ne peut pas se contenter d'entretenir cette illusion, il doit développer une autre stratégie : développer un discours légitimant l'écart représentatif : cela va être, comme nous allons le voir, la tâche de la bureaucratie. Alors y a-t-il contradiction, tension au sein même de la pensée de Marx ?

¹² *Critique du droit politique hégélien*, p. 115.

¹³ *La Question Juive*, texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org, p.7.

¹⁴ *Critique du droit hégélien*, p. 205.

Peut-être. Mais nous pensons que Marx est sensible à la mise en place d'un nouveau discours, celui de la bureaucratie qui tend à supplanter celui du masque de la généralité. Ou du moins, le discours légitimant la bureaucratie nous propose ce registre de représentation : l'intérêt général doit être confié à des experts.

Analysons donc avec Marx la construction de ce nouveau discours à travers le développement de la bureaucratie.

La bureaucratie pose une disjonction au sein de la politique entre la volonté et le savoir. La politique relève moins de la volonté que du savoir. Alors la question déterminante à poser est la suivante : qui détient ce savoir sur la société ? Evidemment pas le peuple, car nous dit Marx il est considéré comme « ne sachant pas ce qu'il veut »¹⁵. La légitimation d'un corps de bureaucrates, nous dirions d'experts, projette l'idée que pour véritablement savoir ce que l'on veut, il faut posséder une connaissance, une intelligence politique, économique que précisément ne possède pas le peuple. Par conséquent, L'Etat moderne a besoin de hauts fonctionnaires qui ont une intelligence profonde et englobante de la nature des institutions politiques et des besoins réels de l'Etat.

Ainsi, pour Marx la bureaucratie en devenant la connaissance et la conscience de soi de la société a pour fonction « d'auto-administrer la société civile bourgeoise »¹⁶. Cette administration de la société se définit comme étant « la volonté et la puissance de l'Etat »¹⁷. En se définissant ainsi, la bureaucratie non seulement considère le peuple comme une foule irrationnelle incapable d'avoir une connaissance mesurée sur le réel, mais aussi elle pense que la société est incapable d'initiative, dépourvue de finalité propre. C'est pour cette raison que la bureaucratie coïncide avec cette prétention politique : en détenant seule la connaissance sur la société, elle prétend détenir le savoir sur les finalités de l'Etat et de la société. C'est ce que nous montre Marx dans ce texte exemplaire :

« La bureaucratie passe à ses propres yeux pour la fin dernière de l'Etat. Les fins de l'Etat se changent en fins de bureau et les fins de bureau en fins d'Etat. La bureaucratie est un cercle en dehors duquel personne ne peut faire le saut. Sa hiérarchie est une hiérarchie du savoir. La tête confie aux cercles inférieurs la vue dans le singulier et les cercles inférieurs en retour font confiance à la tête pour ce qui est de la vue dans l'universel, et c'est ainsi qu'ils se donnent réciproquement le change »¹⁸.

Fort de cette prétention, la société apparaît comme l'objet de son activité : tout le réel doit être planifié par ses règlements et sa connaissance. C'est pour cette raison qu'elle se définit comme la cause première de cette société : « La bureaucratie veut tout faire, c'est-à-dire faire de sa volonté la causa prima. Le bureaucrate ne voit dans le monde qu'un simple objet de son activité »¹⁹.

Il paraît évident que la logique bureaucratique souhaite légitimer le fait que le peuple ne doit disposer que d'un pouvoir électoral : il doit élire la classe dirigeante et lui laisser le soin de discerner les véritables besoins de la société. Mais aussi, en plaçant l'autorité dans le principe d'un savoir qui n'est pas possédé par l'ensemble des citoyens, la bureaucratie n'est pas favorable à un esprit critiquant ses décisions. Toute bureaucratie, toute logique d'expertise est favorable à une politique du secret : « L'esprit de la bureaucratie est le secret, le mystère gardé à l'intérieur de la bureaucratie par la hiérarchie, et à l'extérieur de la bureaucratie par sa nature de corporation fermée. Toute manifestation de l'esprit politique et de l'esprit critique apparaissent donc à la bureaucratie comme une trahison envers son mystère »²⁰. Avec cette

¹⁵ *Ibid.*, p. 112.

¹⁶ *Ibid.*, p. 89.

¹⁷ *Ibid.*, p. 90.

¹⁸ *Ibid.*, p. 91-92.

¹⁹ *Ibid.*, p. 93.

²⁰ *Ibid.*, Trad Papaionnou, 10/18, 1976, p. 144

réflexion sur la bureaucratie, Marx nous sensibilise à cette idée. Il y a l'installation d'un nouveau type d'oligarchie qui prétend diriger, non en vertu de la naissance ou d'un statut héréditaire, mais en vertu de son aptitude à la gestion, en vertu de la possession d'un savoir.

Nous sommes bien en présence d'une double stratégie pour écarter le peuple d'une réelle participation politique : présenter toute action gouvernementale comme étant finalisée par le bien commun, en évitant toute intervention des citoyens et présenter cette action comme étant nécessairement dirigée par des experts disposant du savoir de la société sur elle-même. Ces deux stratégies qui sont à l'œuvre encore aujourd'hui : notamment à l'occasion du référendum concernant le traité Européen.

Si la démocratie vulgaire repose sur une séparation entre le particulier et l'universel, sur un écart toujours entretenu entre le peuple et la participation au pouvoir, la véritable démocratie veut abolir cet écart. Passons donc au concept positif de la démocratie.

2°- Démocratie, concept positif.

La réalisation de ce concept s'identifie à l'émancipation de l'homme, émancipation nécessairement politique qui doit redonner tout son rôle politique au peuple et qui doit éviter la séparation bureaucratique entre la volonté de l'Etat et la volonté du peuple. A ce sujet, Marx dit : « L'émancipation politique est en même temps la désagrégation de la vieille société sur laquelle repose l'Etat où le peuple ne joue aucun rôle, c'est-à-dire la puissance du souverain. [...] L'affaire publique, comme telle doit devenir l'affaire générale de chaque individu, et la fonction politique doit être une fonction générale »²¹. Plus loin il précise, toujours dans *La Question Juive*, : « L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses propres forces comme forces sociales et ne sépare donc plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique »²². La démocratie apparaît comme un régime où la puissance politique est véritablement publique. Les citoyens sont un public. Mais ce public n'est pas passif, se contentant de consentir au pouvoir, car il doit d'une part contribuer à la formation des décisions politiques, mais aussi il doit contrôler la mise en œuvre de ses décisions. Par conséquent, pour Marx la liberté politique ne saurait être un état, mais un ensemble de pratiques par lesquelles les citoyens parviennent à politiser des problèmes, c'est-à-dire parviennent à intervenir dans les institutions politiques. Une démocratie forte n'est pas représentative, mais participative : elle doit donc multiplier les moyens politiques par lesquelles les citoyens se définissent comme un public actif dans la construction d'un bien collectif. Cette collectivité, reposant sur l'activité incessante des citoyens, forme pour Marx non pas un Etat, mais une communauté. En effet, le terme d'Etat, pour Marx, renvoie à l'institutionnalisation de la séparation entre les intérêts des gouvernants et la volonté du peuple. La démocratie, en réalisant la liberté doit faire disparaître de la réalité et du langage politiques l'Etat : « Le jour où il devient possible de réaliser la liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi, proposons-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot communauté »²³. Le terme de communauté est porteur de cette idée : si dans l'Etat, on demande aux citoyens de s'identifier, à travers des élections, à un bien commun dont ils ne sont pas l'origine, dans la communauté, ce bien est le résultat des mouvements permanents de politisation initiés par les citoyens. Déjà dans la *Critique du droit politique hégélien*, Marx affirmait : « L'Etat est un terme abstrait ; seul le peuple est un terme concret »²⁴. Ce concret coïncide avec un processus actif de transformation de la situation existante. Dire cela signifie alors, que l'égalité et la liberté ne sont pas des biens qu'il s'agirait de posséder, des finalités

²¹ *La Question Juive*, p. 16.

²² *Ibid.*, p. 18.

²³ *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, p. 42

²⁴ *Critique du droit politique hégélien*, p. 66

immobiles qu'il s'agirait d'atteindre. Ce sont les directions dans lesquelles orienter les changements à apporter à la situation politique.

Ainsi, la disparition de l'Etat ne peut pas coïncider avec la mise en place d'une logique totalitaire et d'une concentration du pouvoir par un parti unique puisqu'il doit correspondre à la mise en place d'une communauté de citoyens dans laquelle le pouvoir ne correspond pas à une logique de séparation et de concentration mais à une logique de sa dispersion : le pouvoir doit être dispersé, c'est-à-dire qu'il doit être accessible et contrôlé par tout citoyen. Ainsi de deux choses : l'une ou la politique c'est de l'abstrait, coupée de toute intervention populaire, ou elle dépend d'une force d'initiative des citoyens. Et, pour que cette force existe, il convient de démultiplier les lieux de participation. C'est cette démultiplication qui doit mettre fin à l'abstraction de l'Etat.

De plus, Marx affirme que la démocratie est la vérité du politique, elle est, nous dit Marx, « l'énigme résolue de toutes les constitutions »²⁵. Que signifie cette affirmation ? Marx nous donne cette réponse : « Dans la démocratie, aucun des éléments n'acquiert de signification autre que celle qui lui revient. Chacun n'est réellement qu'élément du grand demos.²⁶ ». Une constitution n'est conforme à la vérité politique que dans une forme démocratique. Et la démocratie signifie bien pour Marx l'espace politique dans lequel tous les individus sont le grand demos. Et l'énigme politique qui est résolue par la démocratie est la synthèse entre le particulier et l'universel, ou pour le dire en termes non hégéliens, le lien entre la volonté des citoyens et la volonté politique. Mais attention cela ne veut pas dire comme l'affirme notamment Raymond Aron dans *Le Marxisme de Marx* que dans la démocratie marxiste « chacun est un élément du tout, donc le tout détermine chacun »²⁷. Dans cette phrase d'Aron, c'est la conséquence qui est problématique. En effet, si effectivement, dans une démocratie, chaque citoyen est un membre de la communauté, cela ne signifie que c'est la communauté qui détermine les citoyens, mais c'est le contraire ce sont les citoyens qui déterminent la communauté. C'est bien ce que Marx affirme lui-même puisqu'il fait de la démocratie le seul espace animé par une logique d'autoconstitution créée par les citoyens :

Dans la démocratie, la constitution elle-même n'apparaît que comme une détermination, à savoir comme autodétermination du peuple. [...] Ici, ce n'est pas seulement en soi, selon l'essence, mais selon l'existence, la réalité, que la constitution est continûment reconduite dans son fondement réel, l'homme réel, le peuple réel et qu'elle est posée comme son œuvre propre. La constitution apparaît en tant que ce qu'elle est : libre produit de l'homme. [...] De même que la religion ne crée pas l'homme mais qu'au contraire l'homme crée la religion, la constitution ne crée pas le peuple mais c'est au contraire le peuple qui crée la constitution. [...] L'homme n'est pas là du fait de la loi mais la loi du fait de l'homme, elle est l'existence de l'homme tandis que dans les autres constitutions l'homme est l'existence de la loi. C'est la différence fondamentale de la démocratie.²⁸

La démocratie se détermine donc par cette différence fondamentale : elle est le seul espace politique où l'activité politique est réelle, c'est-à-dire où elle ne se transforme pas en gestion, en administration des hommes et de leur flux. Ici la politique n'est pas une machinerie, mais une activité d'autoconstitution réalisée par les citoyens. Ainsi, la démocratie réalise cette synthèse de la volonté du peuple en volonté politique car il y a coïncidence entre les deux. Aux yeux de Marx, la démocratie réalise l'inversion de toutes les réalités politiques : elle est ce régime de l'inversion. Où la constitution crée le peuple car le législateur est extérieur au peuple, la démocratie est le régime de l'autoconstitution ; où la loi est un produit séparé de la volonté des citoyens, dans la démocratie elle est produite par cette volonté.

²⁵ *Ibid.*, p. 68.

²⁶ *Ibid.*, p. 68.

²⁷ *Le Marxisme de Marx*, Ed. de Fallois, 2002 p. 129.

²⁸ Hegel, *Critique du droit politique hégélien* p. 69.

Mais, pour Marx cette définition de la souveraineté du peuple reste insuffisante si le peuple n'est pas aussi une puissance de contrôle de l'application des lois. A cet effet, Marx dit : « Il manque la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun de ses actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions »²⁹. Une démocratie incarne la réalité de la politique si elle donne effectivité à deux principes : la souveraineté du peuple et la responsabilité politique de chaque citoyen possédant un pouvoir. Cette responsabilité va de pair avec la possibilité pour chaque citoyen de contrôler l'activité politique des détenteurs du pouvoir. Ce contrôle n'est pas formel mais implique que tout détenteur du pouvoir est révocable à tout moment.

Cette définition n'est pas pour Marx une simple utopie que l'histoire aura tôt fait d'oublier, ou de ranger dans le vaste musée des illusions perdues. Cette définition a fait événement puisqu'elle s'est réalisée dans l'histoire. Venons-en donc à notre troisième moment de la caractérisation de la démocratie chez Marx.

3- La démocratie comme réalisation historique

Cette réalisation n'a pas lieu à la suite de la Révolution française de 1789. 89 n'est pas la réalisation de la démocratie car elle est une tentative illusoire de rendre effectif une définition anachronique de la démocratie. A cet effet, Marx développe une critique intéressante du projet robespierriste. Robespierre et St Just ont fondé leur projet politique sur une « colossale illusion » qui est la suivante : « ils ont confondu la société à démocratie réaliste de l'antiquité, reposant sur la base de l'esclavage réel, avec l'Etat représentatif moderne à démocratie spiritualiste, qui repose sur l'esclavage émancipé, sur la société bourgeoise. [...] Prétendre façonner à l'antique la tête politique de cette société : quelle colossale illusion ! »³⁰.

La réalisation de la démocratie c'est la Commune de Paris. La Commune de Paris, Marx la présente comme de la politique expérimentale, comme l'expérimentation de la possibilité d'effectuation d'un espace démocratique. C'est pour cette raison qu'il tient à préciser que la Commune « n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. [...] Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre »³¹.

Autre fait d'importance relative à cette irruption dans l'histoire de « la réalisation de la vraie démocratie » : dans le même temps que la Commune réalise la démocratie, elle donne sens à la dictature du prolétariat : « Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat »³².

Allons donc voir, dans ce texte riche de *La guerre civile en France* de quoi a l'air cette dictature. De l'ensemble de ce texte extraordinairement dense, je me limiterai aux seuls traits qui caractérisent politiquement cette dictature.

1- La Commune se définit par la possibilité historique que les exclus, les dépossédés de la politique investissent la puissance souveraine et gouvernementale :

Quand la commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses mains ; quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs supérieurs naturels, les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement, le vieux monde se tordit

²⁹ Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, p. 42.

³⁰ La Sainte famille, E.S, 1972, p. 148

³¹ La guerre civile en France, p. 67.

³² La guerre civile en France, Introduction, p. 25.

dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de ville.³³

Ce qui se tord avec ce drapeau c'est l'idée vieille depuis Platon que pour accéder au pouvoir il faut posséder un titre : la naissance, la richesse ou le savoir. La Commune montre que les sans-titre, les simples travailleurs possèdent une capacité politique, une capacité à faire de la politique. C'est pour cette raison que ces sans-titre peuvent légitimement aspirer à posséder ces deux pouvoirs : l'exécutif et le législatif à la fois. Marx précise : « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois³⁴ ».

2- Les citoyens disposent aussi d'un pouvoir étendu de contrôle sur le fonctionnaire disposant d'un pouvoir politique. Ce pouvoir de contrôle est en amont et en aval. En amont, les fonctionnaires de toutes les branches de l'administration, au lieu d'être investis hiérarchiquement sont élus au suffrage universel et en aval, ces fonctionnaires sont responsables, c'est-à-dire révocables à tout moment. Nous citons :

Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en commune. [...] Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.³⁵

Encore une fois, Marx se bat contre cette vieille idée platonicienne que le peuple ne sachant pas ce qu'il veut ne pourrait pas correctement choisir des individus investis de pouvoir. Pour Marx, grâce au suffrage universel, non seulement le peuple choisit correctement, mais aussi contrôle leurs décisions. Ainsi, dans une démocratie, le suffrage sert non seulement à désigner mais aussi à contrôler et à révoquer un individu coupable d'abus de pouvoir. C'est pour cette raison que l'un des traits caractéristiques du pouvoir démocratique c'est sa mobilité : le pouvoir est mobile si tous les détenteurs du pouvoir sont, nous dit Marx, « à tout moment révocables et liés par un mandat impératif »³⁶. Le mandat impératif est le moyen politique pour éviter l'écart représentatif. C'est cela la responsabilité politique d'un élu dans une démocratie : toujours veiller à défendre un intérêt généralisable et non privé.

3- Ce n'est pas un régime qui prétend se fonder sur une vérité absolue incarnée par un parti ou une administration. Pour paraphraser Rousseau, mais en le prenant à contre-pied, la volonté de la Commune n'est pas toujours droite, mais elle est ouverte sur sa propre rectification. Pour permettre cette rectification, la démocratie se définit par la création et la préservation d'un espace public, espace dans lequel toutes les décisions sont rendues publiques pour permettre leur amendement : « Certes la Commune ne prétendait pas à l'infailibilité, ce que font sans exception tous les gouvernements du type ancien. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de toutes ses imperfections »³⁷.

4- Elle détruit le caractère purement répressif du Pouvoir d'Etat : l'armée permanente, la police politique. Au sujet de la police, Marx affirme : « Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses

³³ *Ibid.*, p. 69

³⁴ *Ibid.*, p. 63.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*, p. 70.

attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout moment révocable »³⁸.

5- La démocratie selon le mot de Proudhon est démopédie. Il n'y a pas de démocratie sans une politique éducative grâce à laquelle existe un parallèle entre l'égalité politique et l'égalité d'accès à la connaissance. Pour Marx en effet l'égalité n'est pas seulement l'égalité devant la loi, mais c'est une possibilité effective d'accès. Il y a égalité politique quand les citoyens ont un égal accès aux différents lieux de pouvoir. Cette égalité s'inscrit aussi dans l'éducation : tous les enfants doivent accéder à l'instruction. Marx dit à cet effet : « La totalité des établissements d'instruction était rendue ouverts au peuple gratuitement, et en même temps débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat »³⁹.

Au terme de cette courte énumération des principales caractéristiques de la dictature du prolétariat, nous pouvons dire qu'elle se dégage de toute possibilité pour inspirer un quelconque totalitarisme. Elle se rapproche bien plutôt comme nous le dit Marx « de la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple »⁴⁰.

Il convient à partir de ces analyses de *La guerre civile en France* de relever une originalité de la pensée politique de Marx.

Nous allons donc succinctement développer la deuxième idée de notre première partie.

Marx et une définition originale de la politique.

En effet, grâce aux analyses de *La guerre civile en France* et de sa définition de la démocratie, nous pouvons trouver chez Marx une idée originale de la politique.

A partir de Marx, nous pouvons affirmer que la démocratie ne se réduit pas à être une certaine organisation institutionnelle, à être un certain type de régime politique, mais elle est une manière d'être du politique. Et cette manière d'être c'est la manifestation du conflit, c'est l'interruption d'un pouvoir qui se détermine par une égalité formelle ou du moins privée de toute une partie de sa dynamique politique. Encore une fois, l'égalité, ce n'est pas simplement l'égalité des citoyens devant la loi, mais c'est l'égalité possible, pour ces mêmes citoyens, d'accéder aux différents lieux institutionnalisés du pouvoir. La manière d'être du politique, c'est moins la gestion jalouse d'un intérêt commun habitant les cabinets ministériels, que l'activité d'un commun qui ne peut être que litigieux. Ce commun qui est par nature conflictuel c'est le pouvoir politique et le problème de son accès. Le conflit se joue entre deux conceptions : pour y accéder, il faut des titres qui doivent manifester une compétence, c'est la tendance aristocratique et l'autre tendance affirme que la politique relève des sans-titre, que la politique doit être ouverte à tous, c'est évidemment la tendance démocratique. Le conflit, loin d'être la dégradation de l'ordre, est la manifestation d'un écart dans la manifestation de l'égalité. Il y a de la politique en raison d'un seul universel, l'égalité, mais une égalité qui se mesure aux possibilités effectives qu'ont les citoyens de participer aux institutions et de redistribuer le pouvoir, de le rendre mobile. Quand cette égalité n'existe plus que sur le modèle incantatoire, alors apparaît le conflit, c'est-à-dire l'expression par une partie des citoyens d'un tort subi, le tort infligé par une logique politique qui réactive une tendance aristocratique ou oligarchique du pouvoir.

Chez Marx, les individus qui portent cette subjectivation du tort c'est le prolétariat. Au lieu de le présenter comme la victime expiatoire du capitalisme, il faut le définir dans une pure perspective politique. Le prolétariat c'est le sujet qui organise, au sein d'une société donnée, le litige politique concernant la distribution du pouvoir. C'est le sujet politique, car c'est celui qui interrompt la concentration du pouvoir et l'écart représentatif entre la volonté

³⁸ *Ibid.*, p. 63.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*, p. 68.

des citoyens et celle de la politique institutionnalisée. Le prolétariat, chez Marx, est cette figure du politique qui pose la nécessité de penser la société à partir du conflit, à partir de la division inégalitaire du pouvoir. Nous comprenons alors pourquoi la démocratie ne peut pas se ramener à un simple régime constitutionnel, car elle n'est pas à proprement parler un régime, mais une dynamique politique par laquelle existe une mobilisation des figures du litige qui viennent contester la répartition du pouvoir. Le prolétariat est un mode de subjectivation, j'entends par cette expression le mode de constitution d'un sujet politique, qui produit le conflit du pouvoir des sans pouvoir et des sans titre, conflit qui est une réponse à la situation politique qui crée un rapport purement fictif entre la citoyenneté et la souveraineté.

Alors on peut dire que la démocratie est un mode de subjectivation permanente de la politique. Evidemment le terme politique signifie autre chose que la gestion des flux économiques, des places et des fonctions. Par politique, il faut entendre la possibilité qu'ont les citoyens d'interrompre un certain ordre politique une certaine répartition du pouvoir. Cette politique de l'interruption, qui est la démocratie même, se fait au nom de l'égalité. L'interruption, le conflit vise à rendre effective l'égalité comme égale possibilité de participer au pouvoir. Cette définition de la démocratie est pour nous vivante chez Marx et en particulier le Marx de *La guerre civile en France*. La dictature du prolétariat apparaît bien comme cette puissance d'interruption d'une certaine distribution du pouvoir. Elle apparaît aussi comme un mode de subjectivation, comme la création d'un sujet politique qui revendique le pouvoir des sans pouvoir. Rappelons-nous de cette affirmation de Marx : « de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de « leurs supérieurs naturels » ».

Par conséquent, la démocratie se fonde sur la possibilité d'interruptions, de fractures, ponctuelles et locales, par lesquelles la logique égalitaire vient rappeler que pour être effective, l'égalité doit se conjuguer avec une participation étendue des citoyens au pouvoir. La démocratie par le moyen de la manifestation du conflit met en commun ce qui n'est jamais donné comme en-commun : le pouvoir.

Nous manifesterons tout de même un point important de désaccord avec la pensée politique de Marx. Il pense que l'histoire est appelée à réaliser une démocratie qui rendra effectif le règne de l'égalité, c'est-à-dire une démocratie où les citoyens disposeront pour toujours d'un égal accès au pouvoir. Marx postule que le conflit est soluble dans l'histoire avec l'avènement de la société communiste. Nous ne pensons pas qu'un jour la démocratie puisse correspondre à son propre nom. Mais cela n'entretient aucun désenchantement vis-à-vis de la politique. La démocratie inclut en elle ce que nous appelons un raté politique, un raté démocratique : le peuple ne sera jamais totalement représentable, il y aura toujours une distorsion entre la volonté des citoyens et la volonté politique institutionnalisée. Mais précisément la démocratie est la prise en charge de cet écart par la constitution de sujets politiques qui tentent de le réduire en redonnant de la mobilité au pouvoir. La démocratie est en permanence prise dans une tension entre des facteurs qui tendent à bloquer la distribution du pouvoir et des sujets qui interviennent pour rappeler que l'accès au pouvoir dans une démocratie ne dépend pas d'un titre ou d'une compétence. La démocratie est bien un processus, mais un processus inachevable.

Il est temps d'en venir à notre dernière partie et de mesurer les effets de la définition marxiste de la démocratie sur notre présent.

II- Marx et ses effets critiques sur la démocratie contemporaine.

Par rapport aux catégories d'analyse marxiste, nous pouvons affirmer que notre présent appartient à ce que Marx appelle « une démocratie vulgaire », c'est-à-dire une démocratie où la souveraineté du peuple est illusoire. Il faut réactiver l'expression de Marx de la démocratie réelle. Cette démocratie n'est pas la manifestation de la vérité démocratique. En

politique, il n'y a pas de vérité des concepts. N'existe que leur effectivité. Ou pour le dire avec Rousseau « qui n'est rien ne produit rien ». Une démocratie réelle est donc un espace dans lequel les concepts de citoyen, de volonté du peuple, de souveraineté produisent des effets politiques. La question à se poser est la suivante : la volonté des citoyens est-elle aujourd'hui réellement la force motrice de la politique démocratique. Elle le serait si les candidats étaient désignés par les citoyens et non par la logique bureaucratiques des différents partis. Elle le serait si les députés représentaient plus leurs électeurs que le parti qui les a placés dans une circonscription sûre. Elle le serait si la démocratie répondait à l'écart représentatif entre la volonté des citoyens et celle des représentants. Elle le serait si la démocratie rendait impossible tout cumul des mandats. Arrêtons-là cette énumération. Tous ces phénomènes montrent que notre démocratie n'est pas réelle au sens de Marx, car elle ne donne pas d'effectivité politique aux citoyens. Le suffrage universel ne sert qu'à désigner un personnel politique qui se constitue indépendamment de l'élection. Nous sommes moins dans une démocratie que dans une oligarchie élective. Ainsi, il faudrait dire que notre régime coïncide bien avec l'éclipse du gouvernement par le peuple, pour être remplacé par le gouvernement approuvé par le peuple. Pour le dire avec Marx, notre démocratie « dépouille peu à peu la forteresse parlementaire, l'Assemblée nationale, de tous ses moyens de défense contre l'exécutif »⁴¹. Si la réflexion politique est sensible à une certaine éthique de la terminologie, il faut bien constater que le pouvoir exécutif ne se contente pas simplement d'appliquer les lois, mais il les fait en recourant à la création de commissions qui accouchent de rapports se transformant en projets de lois. Toutes les lois importantes ont connu une origine extraparlementaire. Il faut alors changer les définitions que l'on donne aux termes utilisés pour caractériser notre régime politique : le pouvoir législatif est une chambre de légalisation des textes de lois ; le pouvoir exécutif est le pouvoir gouvernemental.

Pour conclure je dirai simplement pour ceux qui pensent que la démocratie réelle est un doux rêve, qu'il faut alors avoir le courage du réveil. Le réveil nous dit que l'on peut toujours faire gouverner le peuple de façon nominale dans des déclarations de principe. Mais la réalité nous montre que ces mots ne sont qu'une poussière politique, poussière qu'il faut dissiper en mettant en coïncidence les mots avec les choses :

- Non pas gouvernement du peuple, mais gouvernement approuvé par les électeurs
- Non pas démocratie, mais oligarchie élective.

Bibliographie :

Marx :

- *Critique du droit politique hégélien*, éditions sociales, 1975.
- *Manuscrits de 1844*, éditions sociales, 1972.
- *La sainte famille*, éditions sociales. 1972.
- *L'idéologie allemande*, 1977.
- *La question juive*, texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org
- *Programme de Gotha et d'Erfurt*, texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org
- *La guerre civile en France*, texte publié par la bibliothèque de sciences sociales de l'Université du Québec, texte en ligne www.marxists.org

⁴¹ *La guerre civile en France*, p. 66.

Raymond Aron :

- *Le marxisme de Marx*, éditions de Fallois, 2002

Louis Althusser :

- *Pour Marx*, éditions La découverte, 1986.